

ECO



ECO est publié par les organisations non gouvernementales lors des conférences internationales majeures depuis la conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit par les membres du réseau francophone Climat & Développement présents à Tianjin en Octobre 2010. Pour recevoir ECO en Français écrivez à : angebrida@hotmail.com

L'impasse juridique: Plein pile au Corral du KP

Il ya un certain nombre d'hommes de loi perplexe en ce moment dans les couloirs du centre de conférence à Tianjin, et ECO admet aussi être surpris par le refus de la Chine et le Brésil de permettre au groupe de contact sur les questions juridiques de discuter des éléments figurant dans la note de scénario du président de KP livrée cette semaine.

Il semble que depuis le début des temps, les pays développés ont entravé les progrès accomplis dans les discussions sur objectifs chiffrés au sein du Protocole de Kyoto. Cela pourrait en quelque sorte illustrer le comportement de certains pays en développement dans le groupe de contact sur les questions juridiques. Quoi qu'il en soit, cette discussion sur la procédure a occupé chaque session du groupe de contact cette semaine au point où le président du groupe de travail sur le Protocole a été appelé à intervenir, en vain.

Il est clair que la Chine et le Brésil sont en faveur de la poursuite du protocole de Kyoto. Alors ECO est surpris de leur opposition à une discussion de l'option B, qui comprend un certain nombre d'éléments importants tels que l'évaluation et l'examen, le raffinement du mécanisme de respect, et les dispositions pour l'entrée en vigueur des amendements, entre autres. Compte tenu de la brièveté du temps, ces discussions sont nécessaires pour clarifier ce que la deuxième période d'engagement signifie pour les parties qui auront des engagements chiffrés de réduction des émissions (QERCs). Faire autrement met

l'avenir du Protocole en danger.

Au cours de la plénière bilan du mercredi, de nombreux pays en développement ont fortement plaidé pour une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto. Et l'Union européenne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Norvège ont déclaré qu'ils sont prêts à prendre de nouveaux engagements en vertu de Kyoto. Toutefois, ils ont indiqué qu'ils ne peuvent le faire qu'une fois qu'ils ont une idée claire de ce que les règles seront pour la deuxième période d'engagement, y compris les questions qui devaient être examinées par le groupe de contact juridique cette semaine.

ECO appuie fortement la nécessité de parvenir à un accord sur ces questions sous-jacentes afin qu'un accord puisse être conclu sur les QERCs. Dans le même temps, ECO prévient que les brèches qu'ont tenté de négocier pour eux-mêmes les pays développés doivent être retirées, afin d'assurer l'intégrité environnementale de l'accord et aider à combler l'écart gigantesque.

ECO encourage toutes les parties au Protocole à prendre en compte l'avis du président du groupe de travail sur le KP quand il fut appelé à arbitrer le différend: Les parties devraient écouter les propositions des uns des autres et se concentrer sur les négociations. Nous ne pouvions pas être plus d'accord. Nous ne voulons pas un fossé entre les périodes d'engagement, et le protocole de Kyoto ne devrait être rattaché par personne.

Le LULUCF à la fine pointe de l'échec

Les négociations sur le LULUCF nous dirigent vers le pire résultat possible pour les forêts et font glisser vers le bas l'atténuation du changement climatique dans son ensemble. Chaque jour qui passe il semble de plus en plus probable qu'un accord qui permet aux pays développés d'augmenter leurs émissions annuelles dans un avenir prévisible sans une véritable responsabilisation sera conclu. Les dirigeants nationaux qui sont engagés sur des objectifs de réduction ambitieux à Copenhague savent-ils vraiment ce qui se passe ici à Tianjin? Ne serait-il pas mieux que quelqu'un les en informe?

Hier les parties ont eu la chance d'explorer des voies alternatives. Dans une session ouverte, Tuvalu a proposé que les pays doivent assumer la responsabilité si leurs émissions augmentent par rapport à la première période d'engagement. C'est une façon de créer une certaine responsabilité de base pour des changements dans la gestion forestière.

Mais cette proposition a été catégoriquement rejetée par certains pays Annexe I, sous prétexte qu'il serait trop politiquement difficile à tenir compte de ces émissions d'une manière équitable. Le traitement rapide de la proposition de Tuvalu a duré moins d'une heure, laissant la nette impression que les pays développés seraient heureux de ne jamais en reparler.

Le rejet rapide des options comptabilisation viable est une parodie à la lumière de près de deux années perdues sur le développement de l'approche «niveaux de référence» qui permettrait aux pays développés d'accroître l'exploitation de leurs forêts et améliorer artificiellement la faiblesse de leurs objectifs nationaux. *Suite à la page 2*

LULUCF_suite de la page 1

Et pire encore. Une grande partie des émissions de la bioénergie, censé être une source d'énergie à faible carbone, disparaîtront entièrement - portées disparues tandis que les arbres sont récoltés à cause de la faiblesse des règles de gestion forestière et comptés comme zéro carbone dans les centrales électriques.

ECO a appris à ne pas attendre grand-chose à tous les négociations sur le LULUCF. Mais les citoyens d'un monde de plus en plus menacé par le changement climatique devraient rejeter cette abdication flagrante de la prise de conscience et la responsabilité, et demander que les pays développés respectent leurs engagements à réduire les émissions et, à protéger et renforcer les puits de carbone forestier.

Foire aux actions pour financer l'adaptation

Cela a été ce qu'on pourrait appeler une année d'enfer climatique avec les inondations, les sécheresses et les températures caniculaires à travers le monde. Mais ceux qui dirigent le débat sur les financements climat sont lents à obtenir des résultats. Tel qu'il est actuellement envisagé, les financements climatiques contourneront les plus vulnérables.

La grande majorité des flux de financement climatiques existants déjà insuffisant est axée sur l'atténuation. Par exemple, seulement 7,45% des fonds publics importants signalés sur climatefundsupdate.org sont pour l'adaptation.

Et il n'y a pas beaucoup de signes pour suggérer que cette tendance change avec les financements précoces. L'Adaptation et les besoins des plus vulnérables sont encore trop souvent les parents pauvres.

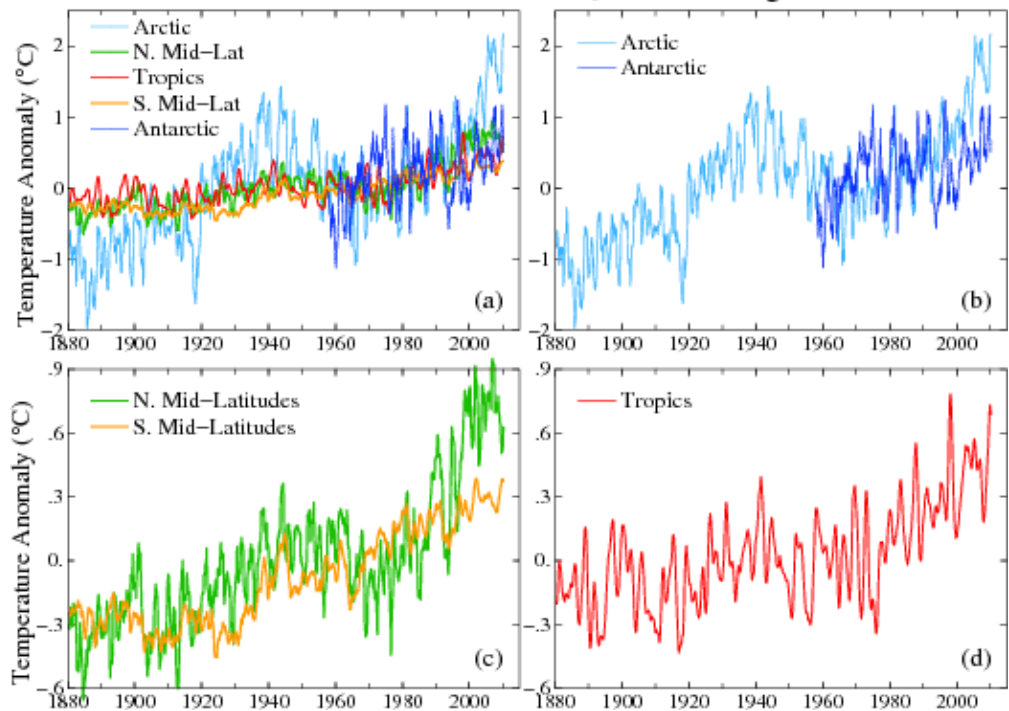
Pour l'avenir, ECO ne suggère pas qu'il y ait pas tant de financement pour l'atténuation - Au contraire! Mais il est indispensable que l'adaptation ait sa juste part d'attention et de financement. Un fonds mondial sur le climat est l'endroit idéal pour y arriver.

Pour faire en sorte que les plus vulnérables bénéficient davantage des contributions financières, prévisible et durable, nous proposons qu'une juste pré-allocation de fonds pour l'adaptation est cruciale.

Plus précisément, le texte des finances devrait veiller à ce qu'au moins 50% du financement global imputées sur les engagements CCNUCC soient consacrées à l'adaptation, et au moins 50% de l'argent par l'intermédiaire du nouveau fonds soit alloués à l'adaptation.

Ces proportions peuvent être révisées au fil du temps, mais c'est l'approche équilibrée que nous devrions prendre maintenant. Et si nous ne le faisons pas, ça sera sûrement un désastre pour ceux qui sont déjà la plus durement touchés.

Zonal Land-Ocean Temperature Change



Toutes les parties de la planète se sont réchauffées au cours du siècle dernier, mais les pôles se sont réchauffés plus que les tropiques et les latitudes moyennes, et l'Arctique s'est réchauffé encore plus que tous. Alors que le monde a à juste titre porté une forte attention à la perte des forêts tropicales pour le dernier quart de siècle, les perspectives de réchauffement rapide, la perte permanente de la banquise et des calottes glaciaires, et des points de basculement dans le système climatique de l'Arctique aujourd'hui nécessitent une attention urgente. Graphiques et autres documents explicatifs:

http://www.columbia.edu/~mhs119/Temperature/T_moreFigs/

Le Danemark jette les bases des PAZC

Copenhague fait remonter plein de souvenirs. Longues des files d'attente en dehors du Bella Center dans l'hiver glacial, un Président de la CdP inconscient des procédures de base des Nations Unies, et surtout, pas d'accord JAC (juste, ambitieux, contraignant).

Qui aurait cru que le Danemark, moins d'un an plus tard, serait le lieu de progrès ambitieux dans la lutte contre le changement climatique!

Seul un fou pourrait hésiter à investir aujourd'hui dans une transition rapide et complète vers une économie sans combustible fossile. C'était à peu près le message de la Commission danoise du Climat au gouvernement lorsqu'on l'a interrogé sur les possibilités de suppression des combustibles fossiles au Danemark en 2050.

Le rapport de la commission a conclu que les coûts supplémentaires à long terme pour devenir indépendant des combustibles fossiles seraient «dans l'ordre de 0,5% du PIB du Danemark en 2050. Toutefois, ils s'y sont mis, la conversion doit commencer dès maintenant afin d'assurer la rentabilité.

La commission a adopté 40 recommanda-

tions concrètes, y compris l'expansion de la capacité éolienne offshore de 200 MW par an en moyenne à l'horizon 2015-2025. Ni les PSC (Piégeage et Stockage du Carbone), ni l'énergie nucléaire est inclus dans la vision, principalement parce que les deux ont été jugés trop coûteux.

Jusqu'à présent, la réponse du premier ministre est que le Danemark devrait accroître l'utilisation de l'énergie éolienne, la biomasse et les véhicules électriques, même si un suivi concret du plan - Plan d'Action Zéro Carbone (PAZC) - n'a pas encore été présenté. Mais plus loin, le premier ministre prend désormais le challenge de demander l'élévation du niveau d'ambition de l'UE, passant de 20% à un objectif de réduction de 30% par rapport à 1990 d'ici à 2020.

L'opposition et les ONG danoises sont en train de pousser le gouvernement à produire un ambitieux et concret PAZC comme une réponse aux recommandations de la commission. Quoique ce qui sera livré reste encore à voir, les chances sont bonnes que le gouvernement danois se réveille et découvre que la course vers l'avenir «vert» a déjà commencé.